

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SCI LOG ORLEANS 1 (ex MOUNTPARK LOGISTICS EU ORLEANS 1)

8 avenue Hoche
75008 Paris

Références : 186/2023
Code AIOT : 0010013595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'établissement SCI LOG ORLEANS 1 (ex MOUNTPARK LOGISTICS EU ORLEANS 1) implanté Terre des Bouillants, Les Bouillants, Maison Neuve 45130 Meung-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 17/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du contrôle de l'installation de mécanisation des cellules 2c, 4 et 6, qui a fait l'objet d'un porter-à-connaissance en février 2022 et a été mise en service à l'été 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI LOG ORLEANS 1 (ex MOUNTPARK LOGISTICS EU ORLEANS 1)
- Terre des Bouillants, Les Bouillants, Maison Neuve 45130 Meung-sur-Loire
- Code AIOT : 0010013595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SCI 2 log est spécialisé dans l'activité de logistique de pièces automobiles neuves.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques associés à l'installation de mécanisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 12	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 13	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mezzanine-niveau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4	/	Sans objet
2	Stabilité au feu de la PTS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4	/	Sans objet
3	Stabilité au feu de la zone de préparation des commandes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4	/	Sans objet
5	Produits stockés dans la mezzanine	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 8	/	Sans objet
6	Gestion des fumées d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 5	/	Sans objet
9	Temps et conditions d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 14	/	Sans objet
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Produits stockés dans la PTS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4	/	Sans objet
10	Compartimentage des stockages	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats sont repris dans la suite du présent rapport

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives – mezzanine/niveau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...]</p> <p>Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60.</p>
<p>Constats : (C1) l'exploitant doit justifier sur la base des caractéristiques de son installation de mécanisation si cette dernière répond à la définition d'un niveau ou d'une mezzanine.</p>
<p>Observations : Le guide national « Entrepôts de matières combustibles - Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 » (Guide entrepôt ci-après) dans version en vigueur de février 2023, précise dans sa fiche question V.4.3</p> <p>« Définition d'une « picking tower » (ou « pick-tower »)</p> <p>Les « picking-towers » sont des structures métalliques généralement démontables et autoportantes constituées de plusieurs étagères empilées et formant des colonnes dressées les unes face aux autres.</p> <p>Les étagères sont reliées par des traverses métalliques recouvertes d'un revêtement (y compris si ce revêtement n'est pas plein) créant des planchers. Ces derniers sont utilisés pour permettre au personnel des entrepôts et notamment des centres de préparation de commandes du commerce en ligne d'accéder aux étagères. Des escaliers de distribution permettent l'accès à ces planchers. Il convient de considérer les planchers ainsi créés, situés autour d'étagères de stockage, comme le cas des mezzanines. Pour cela, la surface à prendre en compte est la somme des surfaces de plancher et des surfaces d'un étage de rack »</p> <p>Dans le porter-à-connaissance remis en février 2022, pour apprécier le critère niveau, l'exploitant positionne ses équipements constitutifs de l'installation de mécanisation sans prendre en compte la partie relative au picking tray system (PTS ci-après) . En vertu du point précité du guide national entrepôts, l'exploitant doit inclure dans son évaluation la surface reportée au sol correspondant à la somme des surfaces de plancher et des surfaces d'un étage de rack de la PTS et justifier que l'ensemble représente moins de 50 % de la cellule 4 pour justifier qu'il n'est pas soumis aux exigences de stabilité d'un niveau telles que prévus par le point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017.</p> <p>D'après les constats effectués sur plan par l'inspection et confirmé sur le terrain, l'installation de mécanisation occupe bien moins de 50 % de la surface de la cellule 4.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives – stabilité feu PTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. [...]</p> <p>A l'appui de cet engagement, l'exploitant fournit une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes.</p> <p>Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur.</p>
Constats : (C2) Défaut de justification de la non remise en cause de l'intégrité du mur coupe-feu inter-cellules en cas de ruine de la PTS.
<p>Observations : Dans le porter-à connaissance remis en février 2022, pour apprécier le critère de ruine, l'exploitant a produit une étude EFECTIS qui évalue les conditions de ruine de la partie de préparation de commandes (partie de l'installation avec une présence permanente de personnel dite mezzanine dans le porter-à-connaissance), selon plusieurs scénarios de point de départ de feu incluant un incendie partant de la PTS. Cette étude est conclusive sur les incidences de la ruine de la partie de préparation de commandes sur le mur coupe-feu mitoyen, séparant les cellules 4 et 2. En revanche, le porter-à-connaissance ne traite pas de la conséquence de la ruine de la PTS sur ce même mur.</p> <p>Le guide national Entrepôts, précise dans sa fiche question V.4.8 les dispositions suivantes « En application de ces dispositions, l'exploitant fournit en appui de sa demande d'autorisation ou d'enregistrement, une étude spécifique d'ingénierie incendie qui démontre que la cinétique d'un incendie est compatible avec la mise en sécurité et l'évacuation des personnes présentes dans l'installation et l'intervention des services de secours aux fins de sauvetage de ces personnes. Il atteste que des dispositions constructives adéquates seront prises pour éviter que la ruine d'un élément suite à un sinistre n'entraîne une ruine en chaîne ou un effondrement de la structure vers l'extérieur. [...]</p> <p><u>Au sein d'une même cellule unique peuvent être présentes deux zones distinctes :</u> - <u>une zone de stockages automatisés, non soumise à l'obligation sous réserves des conditions définies,</u> - <u>une zone de stockages ou de préparation de commande non automatisés, dans laquelle peut être présente des opérateurs et restant soumise à l'obligation.</u></p> <p><u>Dans tous les cas, les dispositions constructives mises en place doivent garantir l'absence de ruine vers l'extérieur ou de ruine en chaîne du fait de la différence des caractéristiques de structure. »</u></p> <p>L'exploitant doit compléter son porter-à-connaissance pour apprécier le niveau d'agression du mur coupe-feu séparant les cellules 2c et 4 en cas de ruine de la PTS prise dans un incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stabilité au feu de la zone de préparation des commandes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives – stabilité feu zone préparation commandes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant intègre au dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe, la démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.
Constats : (C3) L'exploitant doit de confirmer que leurs propriétés techniques de l'installation de mécanisation répondent aux exigences de conception définies par l'étude EFECTIS
Observations : L'étude EFECTIS fournie dans le porter-à-connaissance conclut sur la nécessité de mettre en place : # des contreventements pour stabiliser l'angle Sud de la mezzanine, # des limons d'escaliers pour stabiliser l'extrémité de la plateforme escaliers de la plateforme double étage, # des protections thermiques contre le feu au niveau des éléments structurels en vis-à-vis avec le mur coupe-feu. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les éléments de démonstration que la construction réalisée permet effectivement d'assurer que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Sur le terrain, l'inspection identifie la présence de contreventements au niveau de l'angle Sud de la mezzanine. Les escaliers présentent des limons sans qu'il n'est été possible de confirmer que leurs propriétés répondent aux exigences de conception définies par l'étude EFECTIS. Enfin il n'a pas été possible d'identifier de protections thermiques sur les éléments de structure de la mezzanine en vis-à-vis du mur coupe-feu séparant les cellules 2c et 4.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Produits stockés dans la PTS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Produits stockés dans la PTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.
Constats : Pas d'écart relevé sur ce thème
Observations : L'exploitant présente un état des stocks daté du jour de l'inspection. L'état des stocks fait apparaître la présence dans la cellule C4 de 2 kg de produits relevant de la rubrique 1436 et 5 kg produits relevant de la rubrique 4330, soit 7 kg de liquides inflammables. Selon cet état des stocks, il n'y avait pas d'aérosol dans la cellule C4 le jour du contrôle. Le logiciel de suivi des stocks fait bien apparaître que la présence des produits inflammables est une non-conformité. Sur le terrain, il n'a pas été possible d'identifier les produits inflammables mentionnés dans l'état des stocks. Aucun produit avec des mentions de dangers n'a été identifié par l'inspection. L'attention de l'exploitant est appelé sur le respect de cette interdiction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits stockés dans la mezzanine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 8
Thème(s) : Risques accidentels, Produits stockés dans la mezzanine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Constats : (C4) Justification de la conformité des stockages en mezzanine avec les limitations de certains produits et justification du caractère non propagateur de flamme des bandes des convoyeurs.</p> <p>Observations : Au niveau des zones de préparation de commande, il est constaté l'absence de zone de stockage. A chaque poste de préparation est associé un buffer qui sert de zone d'attente lors de la confection des cartons de commande. Ces buffers sont vidés dès qu'un poste de préparation commande est arrêté.</p> <p>Au niveau du PTS, les stockages sont réalisés dans des boxes en polypropylène (classement au titre de la rubrique 2663). Ces boxes contiennent par ailleurs des pièces automobiles, dont certaines sont tout ou partie composées de matières plastiques, hors pneumatique.</p> <p>Selon le porter-à-connaissance, le système d'extinction automatique d'incendie a été renforcé au droit des zones de préparation de commandes et du PTS.</p> <p>Au droit du PTS, il est constaté la présence de 3 niveaux de nappes d'extinction. Par ailleurs, le dernier niveau des rangées de stockage de la PTS, un déflecteur métallique a été positionné afin d'augmenter la sensibilité de déclenchement des têtes sprinklage.</p> <p>L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection : # soit que la quantité de matières relevant des rubriques 2663 est inférieure aux seuils de la déclaration en toutes circonstances, # soit que le système d'extinction automatique adapté.</p> <p>Il doit enfin justifier que les bandes transporteuses équipant en plusieurs points les convoyeurs ne sont pas susceptibles de propager la flamme d'un incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des fumées d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p>
<p>Constats : (C5) Défaut de justification du dimensionnement des moyens d'évacuation des fumées équipant la plateforme de préparation des commandes et l'utilité des cantons positionnés autour des caillebotis en charge d'évacuer ces fumées.</p>
<p>Observations : En préambule, il est rappelé que l'étude EFECTIS conclut que le critère de visibilité est atteint au bout de 4 à 5 min après le départ d'un incendie. Le temps calculé pour l'évacuation du personnel de la zone de préparation de commandes est évalué à 3 min et 42 sec. L'enjeu de gestion des fumées d'incendie est donc essentiel à la fois en termes de sécurité d'évacuation du personnel/conditions d'intervention du SDIS et de préservation de la structure portant l'ensemble du dispositif de mécanisation.</p> <p>Sur le terrain, il est constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> # les 3 planchers réservés à la circulation du personnel de maintenance de la PTS sont en caillebotis métalliques, # Le 1^{er} niveau de la passerelle d'intervention, située en bout de la PTS, est en caillebotis métalliques, # Le 2^{ème} niveau de la passerelle d'intervention, situé en bout de la PTS, est composé d'un plancher en bois, recoupé par 7 trappes libres correspondant aux passages d'échelles à crinolines, # L'étage de la plateforme de préparation de commandes est composé d'un plancher en bois, recoupé en plusieurs points de zones en caillebotis (Annexe II – photo a). L'inspection constate que ces caillebotis ne sont pas obstrués par du matériel. <p>Il est constaté que la partie inférieure de ces caillebotis est équipée d'un canton d'environ 30 cm de hauteur de sorte qu'en cas d'incendie (Annexe II – photo b), une partie des fumées resteront bloquées sous la plateforme de préparation des commandes. Par ailleurs, l'exploitant l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les conditions de dimensionnement des zones de caillebotis au regard de l'objectif d'augmentation du temps de tenue de la structure.</p> <p>L'exploitant doit justifier le dimensionnement des moyens d'évacuation des fumées équipant la plateforme de préparation des commandes et l'utilité des cantons positionnés autour des caillebotis en charge d'évacuer ces fumées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, Détection dédiée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, <u>pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</u></p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
Constats : (C6) Défaut de détection précoce dans la cellule 4
<p>Observations : L'inspection constate qu'un dispositif de détection précoce par aspiration est en place uniquement en sous plateforme de préparation de commandes. L'équipement est composé de plusieurs lignes d'aspiration raccordées à 2 centrales de détection duplexées avec la SSI de l'établissement. Les centrales sont des modèles Mistral 200. Le jour de l'inspection, ces équipements sont opérationnels et ne détecte aucune anomalie.</p> <p>L'exploitant déclare que pour le reste de la cellule 4, notamment la PTS, la détection incendie est gérée par le système d'extinction automatique. Il est souligné que la PTS concentre une grande partie des matières combustibles, des équipements électriques et un enjeu majeur de détection précoce de départ d'incendie dans le cadre de l'évacuation et de la mise en sécurité du personnel de la cellule.</p> <p>Le système sprincklage ne constitue pas un système de détection dédié et précoce. La cellule 4 n'est donc pas équipée conformément aux obligations réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats : (C7) Système d'extinction automatique incendie en défaut de requalification et présentant un déploiement insuffisant</p>
<p>Observations : L'inspection constate que le système d'extinction automatique d'incendie a été modifié dans le cadre de la mise en place de l'installation de mécanisation avec l'extension du réseau et du nombre de tête, notamment au niveau de la plateforme de préparation de commandes, de la PTS et du compacteur de déchets cartons. L'exploitant déclare que l'installation est sous référentiel NFPA.</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucune requalification du système d'extinction automatique incendie n'a été effectué depuis les modifications précitées.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de l'efficacité de l'installation sprinklage en regard du référentiel de qualification.</p> <p>Par ailleurs, sur le terrain, l'inspection constate que plusieurs zones aveugles aux moyens d'extinction automatiques ont été créées par la mise en place de convoyeurs à bande. Sous certains de ces convoyeurs sont stockés des matières combustibles (palettes en bois, emballages plastiques, etc.).</p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité son réseau sprinklage en faisant l'inventaire et en équipant les zones aveugles puis en requalifiant le système d'extinction automatique selon le référentiel initial.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Temps et conditions d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 14
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.</p>
<p>Constats : (C8) L'exploitant doit justifier la conformité des conditions d'évacuation et, le cas échéant, prendre les dispositions rendues nécessaires.</p>
<p>Observations : L'étude EFACTIS justifie de la conformité des distances de mise en sécurité du personnel sur les postes de préparation de commandes de la cellule 4, y compris celui présent sur la plateforme.</p> <p>En revanche, du personnel de maintenance est susceptible d'intervenir à l'intérieur de la PTS. Dès lors, l'exploitant doit vérifier que les distances sont également respectées pour ce personnel, en tenant compte des éléments suivants consignés sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> # Les travées inter-rang de la PTS présentent une longueur de 58 m, # Chaque travée dispose, à son extrémité Sud, d'un accès par un escalier et à son extrémité Nord des échelles à crinolines, # Chaque zone de circulation dans les travées de la PTS contient des robots de 1 m de longueur, empilés sur 9 niveaux (Annexe II – photo c). En condition d'intervention maintenance, ces robots sont tous poussés en bout de travée de sorte que la travée devient un cul-de-sac, # Des interventions sur corde sont parfois nécessaires selon les déclarations de maintenancier présent sur site le jour de l'inspection. <p>Concernant les convoyeurs dans le reste de la cellule C4 et les cellules mitoyennes C2c et C6, il est constaté la mise en place de passerelles pour enjamber les équipements et, en un point, d'un dispositif de recouplement par sectionnement manuel du convoyeur.</p> <p>L'ensemble des passages sus-visés sont dégagés. Le dispositif de recouplement a été testé. Il est constaté son bon fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Compartimentage des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des propriétés coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...] les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. [...] La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;</p>
Constats : Pas d'écart relevé sur ce thème
<p>Observations : Des convoyeurs traversent : # en 2 points le mur coupe-feu REI 240 séparant les cellules 2c et 4, # en 1 point le mur coupe-feu REI 240 séparant les cellules 6 et 4;</p> <p>Sur le terrain il est constaté que le maintien de la propriété coupe-feu est assuré par 2 trappes EI 120 positionnées de part et d'autre du mur. Le déclenchement de ces trappes est automatique, asservi à la SSI de l'établissement, et manuel. Un dispositif à sécurité positive (courant électrique) permet de rabattre le convoyeur de part et d'autre du mur afin de permettre aux trappes de se fermer totalement. La chaîne de sécurité libère d'abord les trappes puis le convoyeur. Il n'a pas été possible de tester le dispositif pendant l'inspection du fait des contraintes de réarmement.</p> <p>Selon l'exploitant, cet ensemble de barrières de sécurité est contrôlée une fois par an, en même temps que les portes inter-cellules.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur l'importance de cet ensemble de barrières de sécurité qui nécessite des tests selon une fréquence renforcée à définir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Information des équipes du SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>[...]</p> <p>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</p> <p>[...]</p> <p>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</p>
<p>Constats : (C9) L'exploitant doit compléter son plan de défense incendie avec les données de l'étude ruine</p>
<p>Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant les conclusions de l'étude EFACTIS suivantes, concernant la cellule 4 :</p> <p># Critère de flux thermique atteint au bout de 13 min,</p> <p># Préconisation que les services de secours n'interviennent pas dans la cellule 4 en cas de feu significativement développé au sein de la zone PTS,</p> <p># Dans le cas d'un départ d'incendie au niveau de la plateforme simple-étage, la ruine locale de la structure est atteinte au bout de 10 min et 15 sec (scénario s6),</p> <p># Dans le cas d'un départ d'incendie au niveau de la mezzanine, la ruine globale de la structure est atteinte au bout de 15 min et 45 sec (scénario s1).</p> <p>Ces informations n'apparaissent pas de la plan de défense incendie de l'établissement. L'exploitant doit compléter son PDI avec ces éléments qui doivent être communiqués aux équipes du SDIS dès leur arrivée sur site (en heure et hors heures ouvrées). Par ailleurs, l'inspection sensibilise l'exploitant sur l'importance de disposer d'une détection précoce d'incendie et de communiquer l'heure de déclenchement de l'alarme aux équipes du SDIS, à leur arrivée sur site, afin de leur permettre de statuer sur les options d'intervention possibles.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet